

**Bureau des installations et travaux réglementés
pour la protection des milieux**
Affaire suivie par : OC
Dossier n°2026-154-PC

Marseille, le **11 MAI 2026**

**Arrêté n°2026-154-PC fixant des prescriptions complémentaires à
la société SEMAG dans le cadre de l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non
dangereux (ISDND) au lieu-dit « La Malespine » à Gardanne**

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.181-14 et R.181-45 ;

VU le décret du Président de la République en date du 19 novembre 2025 portant nomination de Monsieur Jacques WITKOWSKI en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

VU le décret du 13 septembre 2023 portant nomination de madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

VU l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux ISDND ;

VU l'arrêté préfectoral n°1225-2011-PC du 31 août 2011 portant prescriptions complémentaires à la société SEMAG dans le cadre de l'exploitation de l'ISDND au lieu-dit « La Malespine » à Gardanne ;

VU l'arrêté n°2025-106-PC du 25 juin 2025 portant prescriptions complémentaires et modifiant l'arrêté préfectoral n°1225-2011-PC du 31 août 2011 autorisant la société SEMAG à exploiter les activités de l'ISDND au lieu-dit « La Malespine » à Gardanne ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement du 8 avril 2026 relatif à sa visite du 28 octobre 2025 ;

CONSIDÉRANT que la société SEMAG est régulièrement autorisée à exploiter une ISDND au lieu-dit « La Malespine » à Gardanne ;

CONSIDÉRANT que l'installation fait toujours l'objet de signalements de mauvaises odeurs dans son environnement proche, et qu'il est nécessaire d'optimiser le captage du biogaz afin d'agir contre ces nuisances olfactives ;

CONSIDÉRANT que par l'arrêté préfectoral n°2025-106-PC du 25 juin 2025, le préfet a prescrit à l'exploitant la réalisation d'un bilan de fonctionnement du réseau de captation du biogaz afin de s'assurer que ce dernier est suffisamment dimensionné et correctement entretenu ;

CONSIDÉRANT que par courriel du 9 octobre 2025, la société SEMAG a transmis à l'inspection de l'environnement le bilan de fonctionnement de son réseau de captation du biogaz ;

CONSIDÉRANT que dans ce contexte, l'inspection de l'environnement a procédé le 28 octobre 2025 à une visite du site au cours de laquelle elle a constaté la réalisation de ce bilan de fonctionnement ;

CONSIDÉRANT que ce bilan met en évidence un réseau de captation du biogaz jugé correctement dimensionné et entretenu, tout en identifiant des pistes d'amélioration sur lesquelles il a été demandé à l'exploitant de se positionner ;

CONSIDÉRANT qu'en réponse à ce bilan, l'exploitant a transmis par courriel du 25 novembre 2025 un plan d'actions afin d'optimiser le captage du biogaz et limiter les rejets diffus de biogaz dans l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il incombe ainsi à l'exploitant de mener à terme les actions prévues dans les délais impartis ;

CONSIDÉRANT qu'au vu des nuisances olfactives fortement ressenties par les riverains aux abords de l'installation de stockage, l'exploitant doit évaluer la gêne et en rechercher les causes ;

CONSIDÉRANT que l'hydrogène sulfuré (H₂S) et les mercaptans sont les principaux composés du biogaz responsable des odeurs ;

CONSIDÉRANT qu'il apparaît pertinent de mettre en œuvre un suivi environnemental des odeurs par l'implantation d'un réseau de capteurs de mesures en continu d'hydrogène sulfuré et des mercaptans dans l'environnement proche du site ;

CONSIDÉRANT par ailleurs, que l'exploitant a pour projet à court terme de cesser la valorisation du biogaz pour uniquement l'éliminer par torchage ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de réaliser au préalable une étude technico-économique et environnementale sur l'opportunité de cesser la valorisation du biogaz au bénéfice de la destruction à 100% du biogaz par torchage avant de statuer sur la solution technique retenue ;

CONSIDÉRANT que les dangers et les inconvénients de l'installation doivent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT la procédure contradictoire menée auprès de l'exploitant par l'envoi du projet d'arrêté préfectoral en lettre recommandée avec accusé de réception notifiée le 17 avril 2026 ;

CONSIDÉRANT les observations portant sur le projet d'arrêté préfectoral reçues par courriel en date du 30 avril 2026 ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L.181-14 du code de l'environnement, l'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 à l'occasion de modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées ;

CONSIDÉRANT en conséquence, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – La société SEMAG, sise pôle d'activités Yvon Morandat, 1480 avenue d'Arménie 13120 Gardanne, dont le siège social est situé à l'hôtel de ville à Gardanne, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral n°1225-2011-PC du 31 août 2011, complétées par celles du présent arrêté, à exploiter son ISDND au lieu-dit « La Malespine », route départementale 46 A sur le territoire de la commune de Gardanne.

Article 2 – Plan d’actions relatives à la gestion du biogaz

L’exploitant entreprend les actions correctives listées dans le plan d’actions transmis à l’inspection de l’environnement par courriel du 25 novembre 2025 et figurant à l’annexe 1 du présent arrêté (annexe non communicable). L’ensemble des actions est à réaliser avant le 31 décembre 2026.

L’inspection de l’environnement est régulièrement informée de la mise en œuvre des actions avec transmission des justificatifs associés.

Article 3 – Surveillance environnementale des odeurs

L’exploitant est tenu de mettre en place, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, un dispositif de capteurs permettant la mesure en continu de la concentration en H₂S (hydrogène sulfuré) et mercaptans dans l’environnement proche de l’ISDND.

À cet effet, l’exploitant transmet à l’inspection de l’environnement, sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, un programme de surveillance précisant le positionnement des capteurs, le fonctionnement, les seuils d’alerte et la transmission des données.

Cette surveillance a pour objectifs :

- d’objectiver l’évaluation de la gêne olfactive (en fonction des niveaux d’intensités, de la durée et des fréquences relevées) par rapport aux valeurs guides de gêne olfactive en air ambiant en vigueur ;
- d’observer les évolutions dans le temps des niveaux de concentrations d’hydrogène sulfuré et mercaptans, et de les corréler, le cas échéant, aux épisodes de nuisances olfactives ;
- d’observer les évolutions dans le temps des niveaux de concentrations d’odeurs ;
- de détecter - dans les meilleurs délais - une éventuelle augmentation des nuisances olfactives et d’en informer les différentes parties ;
- d’améliorer l’identification des sources odorantes et des conditions sous lesquelles elles sont ressenties (mise en relation des odeurs avec les conditions météorologiques, les paramètres topographiques, les conditions de fonctionnement du site et les mesures réalisées dans l’air ambiant) ;
- de fournir aux différents "intervenants" (exploitant et riverains) une analyse partagée de la situation et de faciliter les échanges autour de cette problématique.

L’exploitant devra établir un rapport annuel d’évaluation des émissions de H₂S et des mercaptans, intégrant l’ensemble des données collectées et les actions correctives éventuelles mises en œuvre.

Ce rapport est transmis à l’inspection de l’environnement.

Au vu des résultats transmis, il pourra être procédé à la cessation de la surveillance après avis de l’inspection de l’environnement.

Article 4 – Étude technico-économique et environnementale

L’exploitant réalise, sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude technico-économique et environnementale sur l’opportunité d’arrêter de valoriser le biogaz, pour uniquement éliminer par torchage la totalité du biogaz capté dans les casiers de l’installation.

Article 5 – Publicité

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Gardanne et peut y être consultée. Un extrait de l'arrêté est affiché à la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, et sans préjudice de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Marseille par voie postale (31 rue Jean-François Leca 13235 Marseille cedex 02) ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux. Ce recours administratif interrompt le cours du délai de recours contentieux, qui ne recommence à courir qu'à partir du rejet du recours administratif.

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-51 du code de l'environnement et suivant les modalités de ce même article, les recours contentieux et les recours administratifs s'y rapportant doivent être obligatoirement notifiés à l'auteur de la décision et au bénéficiaire sous peine d'irrecevabilité ou de non prorogation du délai de recours contentieux. Il en va de même pour les recours en annulation ou réformation des décisions juridictionnelles s'y rapportant. À ce titre, l'affichage et la publication de la décision concernée mentionnent cette obligation légale et réglementaire.

Article 7 – Exécution

-Le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
-Le sous-préfet d'Aix-en-Provence,
-Le maire de Gardanne,
-Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
-Le directeur départemental des services d'incendie et de secours des Bouches-du-Rhône,
et toutes autorités de police et de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale adjointe



Marie-Pervenche PLAZA

**Annexe 1 de l'arrêté n°2026-154-PC fixant des prescriptions complémentaires à
la société SEMAG dans le cadre de l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non
dangereux (ISDND) au lieu-dit « La Malespine » à Gardanne du 11 MAI 2026**
(annexe non communicable)

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale adjointe



Marie-Pervenche PLAZA

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ

A L'ARRÊTÉ N° 2026-154-PC

DU 11/05/2026

